

SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 20 JANVIER 1927

Rapport de la Commission des Travaux publics et des Affaires économiques, chargée de l'examen du Projet de Loi contenant le Budget des Travaux publics pour l'exercice 1927.

(Voir le n° 5-IX du Sénat.)

Présents : MM. le baron RUZETTE, président; DE COCK DE RAMEYEN, le vicomte Georges VILAIN XIII, HANNICK et le baron GILLÈS DE PELICHY, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Le Projet de Budget des Travaux publics comporte pour l'exercice de 1927 :

En dépenses ordinaires fr.	86,275,318
En dépenses exceptionnelles.	34,915,414

Soit ensemble la somme de 121,190,732

Depuis la réunion du Département de l'Agriculture et des Services des Travaux publics, le traitement et les frais de représentation du Ministre ont été pris en charge par le seul Budget du Ministère de l'Agriculture. Votre Commission a émis le vœu de voir supporter ces frais, à l'avenir, par moitié par les deux départements.

La réduction du crédit de 51,000 fr., prévue à l'article 7, Administration des Ponts et Chaussées, Affaires générales, lui a paru nécessiter quelques précisions.

Il fut répondu par le Gouvernement à la question posée par votre rapporteur que « cette réduction se justifie du fait que certaines dépenses prévues au budget de 1926 ne se reproduiront plus en 1927, telles, notamment, les frais de

mission au Congrès électrotechnique à New-York, le subside à l'Exposition internationale de navigation intérieure et d'exploitation des forces hydrauliques à Bâle, les frais de participation au Congrès international de la route à Milan et au Congrès de navigation au Caire ».

La réduction de 3,900 francs, à l'article 8, du crédit prévu pour la publication des *Annales des Travaux publics*, donna lieu à la même demande de justification. Il fut répondu à la Commission que « par note du 18 août dernier, n° 3727, M. le Ministre des Finances a exigé une réduction de 10 à 15 p. c. sur les crédits des budgets de l'Etat.

» En ce qui concerne les *Annales des Travaux publics*, il a été possible de satisfaire à cette demande et de réduire le crédit, prévu à l'article 8 du budget, de 12 1/2 p. c.

» Cette réduction a pu se faire parce que :

» 1° Le prix des abonnements prévus par contrat diminue chaque année de 500 francs;

» 2° Un grand nombre de pages de la *Chronique belge* n'ont pas été rémunérées en 1926 et ne le seront pas en 1927;

» 3^o Enfin, les *Annales* ne dépassent plus le chiffre de 1,000 pages prévu par le contrat et, dès lors, il n'y a plus de dépenses supplémentaires à prévoir de ce chef ».

CHAPITRE PREMIER.

ECONOMIES A RÉALISER DANS LE PERSONNEL.

L'examen attentif des modes de travail encore usités au Département des Travaux publics et des tableaux détaillés des nombreux fonctionnaires employés dans les diverses branches de l'administration a convaincu les membres de votre Commission de l'urgente nécessité de recourir à la *décentralisation*. Celle-ci aurait pour conséquence :

a) Une réduction très notable du personnel technique;

b) Le développement, chez l'élite de ses membres, de l'esprit d'initiative et du sentiment de leur responsabilité;

c) La possibilité, sans obérer nos finances, d'améliorer le recrutement en assurant, dès le début de leur carrière, un meilleur traitement à certaine catégorie de fonctionnaires, notamment aux ingénieurs. Est-il admissible, en effet, que des méthodes de travail depuis longtemps abandonnées par les entreprises privées, soient maintenues par certaines administrations publiques ?

Citons un exemple :

Pourquoi les pièces, avant de parvenir au Ministre, doivent-elles recevoir jusque sept paraphes de fonctionnaires ?

Nombre de décisions, ne pourraient-elles pas être prises, sous sa seule responsabilité, par le directeur provincial et même, dans certains cas, par l'ingénieur d'arrondissement ?

Pour l'élaboration des plans des grands travaux, ne pourrions-nous pas suivre l'exemple qui nous est donné par d'autres pays, notamment par l'Allemagne ? On y procède à des concours. Les plans et devis ne coûtent rien à

l'Etat. L'administration centrale se borne à les examiner, à les comparer, à les juger d'après leurs mérites.

En agissant de la sorte, nous ferions l'économie d'un grand nombre de fonctionnaires. Ne relevons-nous pas au tableau annexé au projet de budget 16 architectes, plus 2 autres attachés à l'administration centrale et 89 dessinateurs de divers grades plus 5 autres retenus à Bruxelles; au total 112 architectes et dessinateurs ! Nul ne contestera qu'il y aurait lieu, moyennant un préavis et une juste indemnité, de rendre un bon nombre de ceux-ci à l'industrie et aux entreprises privées.

Des réductions d'effectif tout aussi importantes peuvent certes être opérées encore dans le personnel administratif : 104 chefs et sous-chefs de bureau, plus 39 autres fonctionnaires du même grade faisant partie du personnel de carrière; 415 commis plus 75 autres rattachés aussi au personnel de carrière. N'est-ce pas excessif ?

Votre Commission estime que le Gouvernement peut et doit trouver là matière à de notables économies. Il y parviendra s'il se décide à simplifier, à moderniser ses méthodes et si résolument il accepte et applique le principe de la décentralisation.

CHAPITRE II.

LA NAVIGATION ET L'ÉNERGIE HYDROÉLECTRIQUE.

Le 22 octobre dernier, la Princesse héritière de Hollande donnait le premier coup de pioche des terrassements du canal latéral à la Meuse mitoyenne, en rive droite, chenal qui s'amorçera au fleuve dans le territoire de Maestricht. Latéralement à notre Meuse à *nous*, nos voisins créent donc une Meuse à *eux*.

Le but avoué de cette voie d'eau nommée « Juliana Kanaal » est d'unir le bassin houiller du Limbourg hollandais au port de Rotterdam par la Meuse

en établissant un canal pour bateaux de 2,000 tonnes.

La conséquence, si nous n'y prenons garde, sera d'aiguiller vers Nimègue et Rotterdam les charbons, la fonte, les aciers de tout notre bassin métallurgique et minier, tout le trafic de notre hinterland fatalement grossi de l'énorme contingent de la Sarre et de celui de l'Alsace-Lorraine.

Récemment encore l'auteur de ce projet a modifié ses plans en vue d'utiliser une chute d'eau pour la production de l'énergie électrique. L'entreprise sera donc rémunératrice.

Cette réalisation hollandaise, dont les conséquences économiques peuvent être considérables, ne nous met-elle pas dans l'obligation de reprendre, sur de nouveaux frais, de Givet à Liège, l'équipement de notre Meuse à nous et de la prolonger jusqu'à Anvers par un canal approprié?

Ce sont non seulement nos produits miniers, métallurgiques, industriels que nous drainerons ainsi définitivement vers notre métropole commerciale, mais aussi les immenses richesses de la Lorraine.

D'après les calculs récents du lieutenant-colonel Fontaine, auteur d'un projet intéressant (1), « la Meuse belge, ses affluents de rive droite, sa dérivation moderne par le bord sud de la Campine houillère vers Anvers, peuvent être organisés pour fournir par an près d'un milliard de kilowattheures ». Le fleuve se paierait donc lui-même.

C'est-à-dire que les rentrées d'argent provenant de la vente de l'électricité assureraient le financement des travaux ultérieurs (2).

Leur agencement rationnel mettrait la vallée à l'abri des inondations catas-

trophiques du type 1880 ou 1926, de toutes celles aussi dont la répétition chronique totalise en quelques années le bilan d'une catastrophe.

« Une voie d'eau moderne Givet-Namur-Liège-Hasselt-Anvers porterait d'ici peu d'années un trafic vingt fois plus fort que celui d'aujourd'hui.

» La durée des transports réguliers de Liège à Anvers serait réduite à 18 p. c., le fret à 40 p. c., laissant une large marge aux péages mobiles aidant à renter la voie navigable.

» Des importations et réexpéditions économiques sûres, rapides vers les centres de production et vers les lignes régulières si fréquentées d'Anvers donneraient à l'industrie belge, comme à celle de Lorraine, des possibilités d'exportation indispensables à la vie des pays intéressés (3). »

Les exemples de réalisation semblables ne manquent pas.

Outre celui que nous donnent nos voisins de Hollande, nous avons, pour n'en citer que quelques-uns, en France : ceux du Rhône, de l'Isère, de la Dordogne, de la Basse-Seine, entre Paris et Rouen, et du Rhin d'Alsace, de Bâle à Strasbourg ; en Allemagne : « la coulée du Rhin sans écluses, grâce à une technique savante, réfléchie, tenace, méthodique, ouvrira aux bateaux de 1,200 tonnes les voies de la mer du Nord au Danube par le Main et le Neckar, en faisant surgir l'électricité aux gradins de ces voies d'eau nouvelles » (4).

Les avantages procurés par les barrages — réservoirs producteurs d'énergie électrique — ne sont plus à décrire.

Nombreuses sont les régions de notre pays qui bénéficieraient de leur construction. Leur utilité dans la lutte opiniâtre que nous avons à soutenir contre les inondations n'est pas moins évidente, mais elle paraît avoir laissé notre Gouvernement plus sceptique. L'an dernier, lors de la discussion du

(1) Le lieutenant-colonel Fontaine; « Les voies de grande navigation intérieure productives d'énergie hydroélectrique ». *Revue universelle des Mines*, 70^e année, n° 1, janvier 1927.

(2) Dans la conception du Neckar (canalisations et dérivation avec barrages) les organes de navigation : barrage, dérivation, écluse, etc., aussitôt terminés, sont remis au Reich, tandis que les centrales hydroélectriques restent concédées pour cent ans à la Société du Neckar, pour passer ensuite sans indemnité au Reich. Lieutenant-colonel Fontaine. Même source.

(3) Le lieutenant-colonel Fontaine. Même source.

(4) Même source.

Budget des Travaux publics, il croyait trouver une certaine contradiction dans ce fait que, « d'une part, le réservoir doit être tenu à sec pour prévenir les inondations, et, d'autre part, il doit être rempli pour produire l'énergie électrique » (1).

Le technicien le plus qualifié de France, M. Simon, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, chef du service des forces hydrauliques des Alpes, avait pourtant réfuté par avance cette objection (2).

« Jusqu'à nos jours, on considère, dit-il, que ce double rôle était difficile à réaliser, un barrage de crue devant être vide le plus longtemps possible, alors qu'un réservoir d'étiage doit être presque toujours plein. L'antinomie n'est qu'apparente. On peut concilier les deux fonctions, à la condition de pouvoir vidanger la retenue rapidement, en vue de capter les excédents de débits. La technique a permis cette double opération avec la création des vannes Stoney et des vannes équilibrées Johnson, Ensign, Wellmann, etc., et la possibilité d'évacuer rapidement des centaines de milliers de mètres cubes. Mais cette pratique implique naturellement une organisation rationnelle, comme en France, de la prévision des crues et aussi un concours financier de l'État, car les installations complémentaires nécessaires ne sauraient être mises à la charge des usiniers. »

M. Simon en arrive donc à conclure en ces termes :

« Sauf cas exceptionnels, il ne sera pas justifié de construire des réservoirs n'ayant pour objet que l'atténuation des crues; mais il se construira des barrages toujours plus nombreux. Chacun d'eux, si l'on utilise les progrès techniques des dernières années, peut et doit apporter un élément de défense nouveau dans la lutte contre les eaux sauvages d'une vallée.

» Il est donc hautement désirable qu'on se préoccupe de tirer ainsi, pour

l'économie générale du pays, un profit supplémentaire des capitaux considérables qui seront engagés dans l'établissement des lacs artificiels.

» M. l'inspecteur général Vidal observa justement que les crues catastrophiques ne doivent pas être uniquement envisagées. Certaines crues moyennes, par leur répétition, peuvent causer des dégâts sérieux; il ne faudrait donc pas s'en désintéresser (1). »

De plus, le colonel Fontaine fait remarquer que lorsqu'un ingénieur étudie le barrage-réservoir de l'Ourthe à Tilly-Nadrin, outre les conditions géologiques, faciles à lire sur la carte officielle, qui imposent l'emplacement du mur, il voit immédiatement que la grande surface du lac à la cote 327 au-dessus de la mer est l'élément actif :

1^o Pour la production de l'énergie électrique;

2^o Pour la protection contre les inondations.

En effet, cette surface du lac à la cote 327 atteint 820 hectares. Un mètre de la franche supérieure du réservoir contient plus de 8 millions de mètres cubes; les 7 mètres d'épaisseur entre les niveaux 327 et 320 renferment 53 millions de mètres cubes.

Les 78 millions de mètres cubes, produit d'une de ces crues extraordinaires analogues à celle de 1880, selon les termes de la Commission de 1895-1899, n'ont pas besoin de trouver un réservoir vide, ce qui serait un non-sens absolu, tant au point de vue de la création d'énergie, qui doit être maxima en hiver, que des accumulations d'eau à faire pour alimenter le plat pays (canaux, industries, populations) en période sèche. Ces 78 millions de mètres cubes (et même 84 millions de mètres cubes si l'on se rapproche d'une crue type 1926) se casent avec aisance entre les cotes 327 et 315 sans que le déversoir doive fonctionner.

(1) Séance du Sénat du 27 juillet 1926.

(2) « Les Barrages-réservoirs et les Crues », revue Le Génie civil du 5 septembre 1925, p. 214.

(1) Revue de la Ligue Maritime belge, XXVI^e année, nov. 1926, p. 186. « La lutte contre les inondations par les barrages-réservoirs modernes. »

Le pied du mur de barrage est à la cote 259, la centrale amont de La Roche à 219. Toutes les conditions de la production d'énergie sont parfaitement satisfaites à La Roche et aux centrales jusque Liège et la protection contre les inondations réalisée selon les termes mêmes de l'Administration des Ponts et Chaussées de 1895-1899.

Ajoutons que la création de bassins-réservoirs peut encore favoriser les irrigations, surtout durant les années sèches, et rendre ainsi de grands services à l'agriculture. L'étude toute récente du R. P. Giebens sur les « Grands Travaux d'irrigation en Espagne (1) » est fort suggestive, à ce point de vue. Nos Ardennes, et plus spécialement encore notre Campine, y trouveraient certainement une source sérieuse de relèvement et de progrès.

D'aucuns voient encore dans ces bassins-réservoirs un remède à employer contre la pollution des eaux. La santé publique et la pisciculture y trouveraient leur profit. Le rendement de nos rivières, de nos étangs et de nos canaux y gagnerait sans aucun doute. N'a-t-on pas dit que « chaque poisson retiré de l'eau est une pièce à monnaie ? » Ne négligeons aucun moyen, fut-il même de petite envergure, de promouvoir le bien-être et la prospérité de la Patrie.

A son tour, la Commission nationale de Production industrielle résume comme suit des observations analogues :

« Considérant que des projets ont été faits pour la construction de grands barrages dans les Ardennes et pour la régularisation de certains cours d'eau ;

» Considérant de plus que la réalisation de ces projets atténuerait les désastres causés par les inondations, diminuerait la pollution de certains cours d'eau, permettrait l'alimentation en eau de certains canaux à construire et enfin

mettrait à la disposition de l'industrie une certaine quantité d'énergie. »

Elle émet le vœu « que le Gouvernement fasse faire une étude d'ensemble, au triple point de vue technique, économique et financier, d'une part, des projets de barrages-réservoirs à construire dans les Ardennes et, d'autre part, des projets d'organisation de la Meuse entre Liège et Visé ». Votre Commission ajoute : « de la Meuse *sur toute l'étendue de notre territoire*, et du canal qui doit relier la Meuse à Anvers ». De plus elle fait siennes les considérations de la Commission nationale de Production industrielle et adopte les mêmes conclusions.

CHAPITRE III.

LA PLANTATION DES ROUTES ET CANAUX.

A diverses reprises déjà, lors de la discussion, au Sénat, du Budget des Travaux publics, certains de nos honorables collègues, et spécialement ceux qui sont membres du Conseil supérieur des Eaux et Forêts, ont manifesté le désir de voir s'établir une intime collaboration entre les fonctionnaires des Ponts et Chaussées chargés des plantations, le long des canaux et des routes, et ceux des Eaux et Forêts attachés au département voisin de l'Agriculture. Pourquoi ne mettraient-ils pas en commun les fruits de leur expérience ?

Les plantations à effectuer ne pourraient-elles être étudiées au sein d'une commission mixte ? De plus, trouverait-on un inconvénient à unifier le régime des pépinières du Gouvernement ? Pourquoi ne seraient-elles pas communes aux deux branches de l'administration ? N'en résulterait-il pas une très notable économie de temps, de personnel et d'argent ?

Nous nous sommes laissés dire aussi qu'il serait fort souhaitable que, çà et là, le long des routes, les cantonniers possèdent, dans le jardinet attenant à leur

(1) A. GIEBENS. « Les grands Travaux d'irrigation en Espagne. » Revue des questions scientifiques publiée par la Société scientifique de Bruxelles. Quatrième série, tome X, 2^e fascicule, n° du 20 octobre 1926, pp. 402-448.

habitation, quelques exemplaires des arbres employés lors des plantations et des replantations des voies de communication dont ils ont la garde. Ils pourraient ainsi, presque sans frais et sans aucun retard, remplacer les arbres morts ou endommagés par des arbres de même essence et du même âge.

CHAPITRE IV.

LE BON ENTRETIEN ET L'OUTILLAGE DE NOS PORTS.

Votre Commission s'est demandé si l'importante réduction de crédit de 1,975,000 francs prévue à l'article 16 du Budget des Travaux publics pouvait être opérée sans crainte de causer un grave préjudice au bon entretien et au perfectionnement toujours désirable de l'outillage de nos ports.

Elle sollicita quelques éclaircissements à ce sujet. Il lui fut répondu que « le crédit proposé par le Département des Travaux publics à l'article 16 du projet de budget ordinaire pour l'exercice 1927, en vue de l'entretien et de l'amélioration des ports et de la côte, a été réduit à 5,500,000 francs à la demande de M. le Ministre des Finances ». Le Département ajoute : « Lorsque cette réduction a été faite, on pouvait espérer que la dite somme suffirait. Mais, en présence de l'augmentation des prix (hausse des matériaux, des salaires) il n'est plus certain qu'il en sera ainsi. Cela dépendra en outre des circonstances et des événements (tempêtes, cubes à draguer, etc.). Si la nécessité en était reconnue, une augmentation de crédit serait sollicitée. »

C'est avec une réelle satisfaction que votre Commission constata le maintien, à l'article 34, du crédit de 2,500,000 fr. jugé nécessaire pour couvrir les frais des dragages indispensables au maintien des profondeurs au pied du môle et dans la rade que couvre le môle à Zeebrugge (1).

(1) Budget. Deuxième session. Dépenses exceptionnelles. Chapitre IV, art. 34.

Il ne s'agit nullement ici de détourner une part quelconque de la clientèle déjà acquise par nos anciens ports, tels que Anvers, Gand, Ostende. Il importe de nous assurer, comme le font aussi nos voisins, un excellent *port d'escale* très heureusement placé sur la grande route maritime, possédant des quais accessibles *en tout état de marée* et dont l'accostage est aussi aisé que rapide. Le *port franc* en décuplera le rendement.

Votre Commission souhaite que le Gouvernement facilite au plus tôt sa réalisation.

CHAPITRE V.

QUELQUES TRAVAUX DONT L'URGENCE FUT SIGNALÉE A LA COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS.

A. — *Les dragages à vif fond à exécuter dans la Grande-Nèthe.*

Conformément à la loi du 7 mai 1877 sur la police des cours d'eau non navigables ni flottables, le curage des affluents de la Grande-Nèthe a lieu annuellement. L'écoulement des eaux se fait rapidement et même parfois trop rapidement vers cette rivière jadis navigable, mais actuellement ensablée. C'est la cause de l'inondation fréquente de plusieurs milliers d'hectares de prairies et de terres labourables, non seulement en hiver, mais aussi en plein été. Les faucardements (c'est-à-dire l'enlèvement des herbages de cette rivière) sont faits annuellement par les Wateringues réunies de la Nèthe centrale. Mais des curages et des dragages à vif fond sont des plus urgents, non seulement pour obvier aux inondations, mais aussi pour rendre cette rivière à la navigation.

Des bateaux transportaient jadis par cette voie des engrais, des boues de ville, des matériaux de construction, etc. Nombreux étaient les habitants de la région qui y trouvaient leur profit. L'honorable Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics a déclaré, dans la séance du Sénat du 27 juillet 1926, que

les travaux nécessaires seraient effectués à bref délai par les soins de l'entrepreneur de l'entretien. Rien n'a encore été fait et l'été dernier, à trois reprises, des inondations ont causé de grands dégâts aux riverains.

Votre Commission insiste donc pour que ces travaux de dragages à vif fond soient exécutés au plus tôt et de préférence en été. Il importe, en effet, de mettre fin le plus rapidement possible à des ravages si préjudiciables à l'agriculture.

B. — *La reconstruction du pont de Termonde.*

Depuis de nombreuses années déjà l'administration communale, les Députés et Sénateurs de la région, sollicitent la reconstruction de cette œuvre d'art.

L'inscription d'un crédit de 100 mille francs au budget extraordinaire a été demandée. Il importe que ce travail ne soit plus retardé.

C. — *La restauration du Palais de Justice de Gand.*

Votre Commission a voulu savoir si les

pouvoirs publics prenaient les mesures nécessaires pour conserver et, au besoin, pour consolider, en vue d'une reconstruction prochaine, les parties du Palais de Justice de Gand respectées par les flammes ?

Il lui fut répondu que « l'Administration des Ponts et Chaussées a pris toutes les mesures voulues pour la conservation et la consolidation des parties de Palais qui ont été épargnées par l'incendie ».

C'est à l'unanimité, Madame et Messieurs, que votre Commission vous propose l'adoption du Budget des Travaux publics.

Le Président,
Bon RUZETTE.

Le Rapporteur,
Bon GILLÈS DE PELICHY.

BELGISCHE SENAAAT

VERGADERING VAN 20 JANUARI 1927.

Verslag uit naam van de Commissie voor Openbare Werken en Economische Zaken belast met het onderzoek van het Wetsontwerp houdende Begrooting der Openbare Werken voor het dienstjaar 1927.

(Zie de n^o 5-IX van den Senaat.)

Aanwezig : De heeren Baron RUZETTE, voorzitter ; DE COCK DE RAMEYEN, Burggraaf Georges VILAIN XIII, HANNICK en Baron GILLÈS DE PELICHY, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

De Begrooting van Openbare Werken voor het dienstjaar 1927 bedraagt aan :

Gewone uitgaven . . . fr.	86,275,318
Buitengewone uitgaven . . .	34,915,414

Maakt te zamen. . . . fr. 121,190,732

Sedert de versmelting van het Departement van Landbouw met den Dienst der Openbare Werken, komen de wedde en de representatiekosten van den Minister alleen ten laste van de Begrooting van Landbouw. Uwe Commissie drukt den wensch uit dat deze kosten voortaan voor de helft door beide Departementen zouden worden gedragen.

De vermindering met 51,000 frank voorzien bij artikel 7, Bestuur van Bruggen en Wegen, Algemeene Zaken, deed een vraag om opheldering rijzen.

Op de vraag door uwen verslaggever gesteld werd door de Regeering geantwoord dat « deze vermindering steunt op het feit dat sommige uitgaven voorzien voor 1926, zich niet meer in 1927

zullen voordoen, zooals onder meer de zendingskosten voor het Electrotechnisch Congres te New-York, de toelagen aan de Internationale Tentoonstelling voor de binnenvaart en de benutting der waterkracht te Basel, de kosten van deelneming aan het Internationaal Wegencongres te Milaan en aan het Scheepvaartcongres te Caïro ».

De vermindering met 3,900 frank, bij artikel 8, van het crediet voorzien voor de uitgave van de *Annales des Travaux publics*, lokte eveneens een vraag om opheldering uit. Daarop werd aan de Commissie geantwoord dat « bij nota van 18 Augustus jongstleden, n^o 3727, de Minister van Financiën een besnoeiing heeft voorgeschreven van 10 tot 15 t. h. op de credieten der Staatsbegrotingen.

» Wat de *Annales des Travaux publics* betreft, was het mogelijk aan dit verzoek te voldoen en dit crediet, voorzien bij artikel 8 der begrooting, met 12 1/2 t. h. te verminderen.

» Deze vermindering was mogelijk omdat :

» 1^o De prijs der bij overeenkomst voorziene abonnementen elk jaar met 500 frank afneemt;

» 2^o Een groot aantal bladzijden van de *Chronique belge* in 1926 niet werd betaald en het in 1927 ook niet zullen worden;

» 3^o Ten slotte de *Annales* de 1.000 bladzijden door het contract voorzien niet overschrijden en dus moet geen aanvullend crediet uit dien hoofde worden aangevraagd ».

EERSTE HOOFDSTUK.

BEZUINIGINGEN OP HET PERSONEEL.

Bij het aandachtig nagaan van de werkwijzen bij het Departement van Openbare Werken en van de omstandige tabellen der talrijke ambtenaren in de verschillende takken van het bestuur, kregen de leden uwer commissie de overtuiging dat *decentralisatie* dringend noodzakelijk was.

Deze zou voor gevolg hebben :

a) Eene merkelijke vermindering van het technisch personeel;

b) De bevordering, bij het puik zijner leden, van den geest van initiatief en van het verantwoordelijkheidsgevoel;

c) De mogelijkheid, zonder financieel bezwaar, de aanwerving te verbeteren, met, vanaf den aanvang der loopbaan, een betere wedde te waarborgen aan sommige categorieën van ambtenaren, onder meer aan de ingenieurs. Is het inderdaad nog duldbaar dat werkwijzen, waaryan de private bedrijven reeds sedert lang hebben afgezien, bij sommige openbare besturen nog in voege zijn ?

Een voorbeeld daarvan :

Waarom moeten sommige stukken, alvorens zij bij den Minister komen, zeven kortteekeningen van ambtenaren dragen ?

Zouden tal van beslissingen niet kunnen worden genomen, op eigen verant-

woordelijkheid, door den provincialen bestuurder en in sommige gevallen door den arrondissementsingenieur ?

Voor het opmaken der plans van groote werken zouden wij het voorbeeld kunnen volgen dat ons door andere landen wordt gegeven en onder meer door Duitschland. Daar worden wedstrijden uitgeschreven. De plans en bestekken kosten niets aan den Staat. Het hoofdbestuur vergenoegt zich hen te onderzoeken, te vergelijken en te beoordeelen volgens hunne verdiensten.

Met aldus te handelen zouden wij vele ambtenaren uitsparen. Inderdaad, wij vinden op de tabel, gevoegd bij het ontwerp van begrooting, 16 bouwmeesters, en daarbij 2 nog bij het hoofdbestuur en 89 teekenaars van verschillende graden waarbij 5 te Brussel; totaal 112 bouwmeesters en teekenaars ! Niemand zal betwisten dat, mits opzegging en billijke vergoeding, een goed aantal daarvan naar de nijverheid en de private bedrijven zou kunnen terugkeeren.

Even belangrijke inkrimpingen van het bestuurspersoneel zijn nog gemakkelijk : 104 bureeloversten en onderoversten, plus 39 andere ambtenaren van denzelfden graad die deel uitmaken van het beroepspersoneel; 415 klerken plus 75 anderen ook van het beroepspersoneel. Is dat niet ovedreven ?

Uwe Commissie is van meening dat de Regeering aldaar flink met het snoeimes kan ingrijpen. Zij zal daarin slagen zoo zij zich voorneemt hare methoden te vereenvoudigen en te moderniseeren en zoo zij het beginsel der decentralisatie aanneemt en krachtadig toepast.

HOOFDSTUK II.

SCHEEPVAART EN HYDRO-ELECTRISCHE ENERGIE.

Op 22 October jongstleden stak de Erfprinses van Nederland de eerste spade in den grond bij de aardwerken van het

zijkanaal der Midden-Maas, rechteroever. Deze vaargeul komt in den stroom uit op het gebied van Maastricht. Langs onze Maas dus, leggen onze naburen dus hunne Maas aan.

Deze waterweg « Juliana kanaal » genaamd, heeft klaarblijkelijk ten doel het steenkoolbekken van Hollandsch Limburg met de haven van Rotterdam over de Maas in verbinding te brengen, met eene vaart voor schepen van 2,000 ton aan te leggen.

Zoo wij niet op onze hoede zijn, zal zulks voor gevolg hebben de steenkool, het gietijzer, het staal van heel ons erts- en mijnbekken, het gansche verkeer van ons hinterland, noodzakelijk aangedikt met het aanzienlijk contingent van het Saargebied en van Elzas-Lotharingen, af te leiden naar Nijmegen en Rotterdam.

Onlangs nog heeft de steller van het ontwerp zijne plannen gewijzigd met het oog op het benutten van een waterval voor het voortbrengen van elektrische drijfkracht. De onderneming zal dus winstgevend zijn.

Legt dit Hollandsch plan, dat aanzienlijke economische gevolgen kan hebben, ons niet de verplichting op onze Maas opnieuw uit te rusten, volgens eene nieuwe vracht- en sleepregeling, en ze tot Antwerpen te verlengen door middel van een geschikt kanaal?

Aldus zullen wij niet alleen onze mijn-, erts- en nijverheidsproducten bepaald naar onze handelsmetropool afleiden, maar ook den ontzaglijken rijkdom van Lotharingen.

Volgens de jongste berekeningen van luitenant-kolonel Fontaine, die een belangwekkend ontwerp heeft opge maakt (1), « kunnen de Belgische Maas, hare bijrivieren van den rechteroever, hare moderne afleiding langs den zuiderkant van het Kempisch kolenbekken naar Antwerpen, ingericht worden om jaarlijks ongeveer één milliard kilowatt-

uur voort te brengen ». De stroom zou zich dus zelf bedruipen. Dat wil zeggen, dat het binnenkomen van geld door den verkoop van electriciteit de onkosten van de latere werken zou verzekeren (1).

Hun rationeele aaneenschakeling zou de vallei beschermen tegen rampvolle overstromingen, zooals deze van 1880 of 1926, en ook van deze wier regelmatige herhaling in enkele jaren als eindrekening ook een ramp uitmaakt.

« Een moderne waterweg Givet-Namen Luik-Hasselt-Antwerpen, zou over enkele jaren een verkeer hebben dat twintig maal grooter is dan thans.

» De duur van het vervoer zou tot 18 t. h. herleid worden, het sleeploon op 40 t. h., met een groote ruimte voor de onvaste weggelden die den waterweg moeten winstgevend maken.

» Vaste en spoedige goedkoope in- en doorvoer naar de voortbrengstcentra en naar de zoo drukke regelmatige lijnen van Antwerpen, zouden aan de Belgische nijverheid, zooals aan deze van Lotharingen, uitvoermogelijkheden geven die onmisbaar zijn voor de betrokken landen (2). »

Voorbeelden van dergelijke verwezenlijking ontbreken niet.

Buiten dit ons door onze Noorderburen gegeven, hebben wij, om er maar enkele te noemen, in Frankrijk: dit van den Rhône, van de Isère, van de Dordogne, van de Beneden-Seine tusschen Parijs en Rouaan, van den Elzasser-Rijn van Bazel tot Straatsburg; in Duitschland: « Het loopen van den Rijn zonder sluis, dank aan een wetenschappelijke beredeneerde, doorgezette methodische techniek, zal aan de schepen met 1,200 ton den weg van de Noordzee tot den Donau, langs de Main en de

(1) Luitenant-kolonel Fontaine « Les voies de grande navigation intérieure productives d'énergie hydro-électrique ». *Revue universelle des Mines*, 70^e jaar, n^o 1, Januari 1927.

(1) In de opvatting van de Neckar (kanaliseering en afleiding met dammen) worden de inrichtingen voor de scheepvaart: dam, afleiding, sluis, enz. zoodra voltooid, overgemaakt aan het Rijk, terwijl de hydro-electrische centrales voor honderd jaar geconcedeerd blijven aan de Maatschappij van den Neckar, om vervolgens zonder vergoeding naar het Rijk over te gaan. Luit.-kol. Fontaine. Zelfde bron.

(2) Luit.-kol. Fontaine. Zelfde bron.

Neckar openen en bovendien de electriciteit doen ontstaan langs de boorden van die nieuwe waterwegen » (1).

De voordeelen van de afdammingen, kommen tot voortbrengst van electricische energie, zijn niet meer te beschrijven.

Talrijk zijn de gewesten in ons land die zouden gediend zijn door hun aanleg. Haar nut in den hardnekkigen strijd dien wij moeten voeren tegen de overstromingen is niet minder duidelijk, doch schijnt onze Regeering meer sceptisch te laten.

Bij de bespreking der begrooting van het vorig jaar meende zij een zekere tegenspraak te vinden in het feit dat « eenerzijds, de vergaarkom droog moet gehouden worden om overstromingen te voorkomen, en dat hij, anderzijds, moet gevuld zijn om de electricische energie voort te brengen » (2).

De meest onderlegde vakkundige van Frankrijk, de heer Simon, hoofdingenieur van Bruggen en Wegen, leider van den dienst der hydraulische kracht in de Alpen, had nochtans dit bezwaar op voorhand weerlegd (3).

« Tot heden beschouwt men, zegde hij, deze dubbele rol moeilijk te verwezenlijken, daar een dam tegen overstroming zoo lang mogelijk moet ledig zijn, terwijl een peilbak haast altijd moet gevuld zijn. De tegenstrijdigheid is slechts schijnbaar. Men kan de twee werkingen overeenbrengen, op voorwaarde den inhoud spoedig te kunnen ledigen, ten einde den overvloedigen toevoer te kunnen opvangen. De techniek heeft die dubbele werking mogelijk gemaakt met den invoer der Stoney-verlaten en der evenwichtige verlaten Johnson, Ensign, Wellmann, enz., en de mogelijkheid spoedig duizenden kubiek-meter te laten wegoloeien. Doch, deze werkwijze brengt natuurlijk een rationeel inrichting mee, zooals in Frankrijk, voor het voorzien van het wassen en ook

een financiëelen steun van den Staat, want de noodige aanvullende instellingen kunnen niet ten laste gelegd worden van de fabrieken. »

De heer Simon besluit met de volgende bewoordingen :

« Behalve uitzonderlijke gevallen, zal het niet gewettigd kunnen worden vergaarkommen te bouwen die slechts voor doel hebben het wassen te verminderen ; er zullen echter immer meer dammen aangelegd worden. Elk dezer, indien de technische vorderingen dezer laatste jaren worden toegepast, kan en moet een nieuw verdedigingselement aanbrengen in den strijd tegen het overstromingswater in een vallei.

» Het is dus hoogst wenschelijk dat derwijze voor de algemeene economie van het land een bijkomend profijt wordt behaald uit de aanzienlijke kapitalen die voor het aanleggen van kunstmatige meeren zullen aangewend worden.

» De Algemeene Opziener, de heer Vidal, merkt terecht op dat het rampvolle wassen van het water niet alleen moet overwogen worden. Sommige middelmatige stijgingen kunnen door haar herhaling ernstige schade veroorzaken; men moet ze dus niet onbesproken laten (1). »

Kolonel Fontaine doet daarbij opmerken dat wanneer een ingenieur den vergaardam van de Ourthe te Tilly-Nadrin bestudeert, hij, buiten de geologische gegevens die op de kaart gemakkelijk te lezen zijn, en die de plaats van den muur opleggen, dadelijk de groote oppervlakte van het meer ziet dat op peil 327 boven den zeespiegel, het voorname element is :

1^o Voor het voortbrengen van de electricische energie;

2^o Voor de bescherming tegen de overstromingen.

De oppervlakte van het meer op peil 327 bereikt inderdaad 820 hectaren.

(1) Zelfde bron.

(2) Vergadering van den Senaat van 27 Juli 1926.

(3) « Les Barrages-réservoirs et les Crues » tijdschrift, Le Génie Civil van 5 September 1925, bl. 214.

(1) Revue de la Ligue Maritime Belge, XXVI^e jaar, Nov. 1926, bl. 186. « La lutte contre les inondations par les barrages-réservoirs modernes. »

Een meter van de bovenste schijf van de vergaarkom bevat meer van 8 *millioen kubiekmeter*; de 7 meter hoogte tusschen peilen 327 en 320 bevatten 53 *millioen kubiekmeter*.

De 78 *millioen kubiekmeter* van een dezer buitengewone hooge waterstanden zooals deze van 1880, volgens den tekst van de Commissie van 1895-1899, vergen geen *ledige kom*, wat een *volkomen onzin* ware, zoowel ten opzichte van het voortbrengen van energie, die haar maximum moet bereiken in den Winter, als voor het bijbrengen van water om de lage landen te spijzen (vaarten, nijverheid, bevolking) in drogen tijd. Deze 78 *kubiekmeter* (en zelfs 84 *kubiekmeter* indien men een stand van 1926 benadert) nemen gemakkelijk plaats tusschen peil 327 en 315 zonder dat de afvloeier moet werken.

De voet van den dammuur is op peil 259, de centrale stroomopwaarts van La Roche op 249. Al de voorwaarden tot voortbrenging van energie zijn volkomen vervuld te La Roche en in de centralen tot Luik en de beschutting tegen overstromingen verwezenlijkt volgens den tekst zelf van het Beheer van Bruggen en Wegen van 1895-1899.

Voegen wij er bij dat het aanleggen van vergaarkommen de bevoeiingen nog zou kunnen begunstigen, vooral gedurende de droge jaren en aldus groote diensten zou kunnen bewijzen aan den landbouw. De heel onlangs verschenen studie van E. P. Giebens over de groote bevoeiingswerken in Spanje (1) is op dit gebied zeer leerrijk. Onze Ardennen en nog meer onze Kempen zouden er stellig een ernstige bron in vinden van heropleving en vooruitgang.

Sommigen zien nog in deze vergaarkommen een redmiddel tegen de bezoeiding van het water. De openbare gezondheid en de vischteelt zouden er

voordeel bij halen. De nuttige opbrengst van onze rivieren, vijvers en vaarten zou er stellig aan winnen. Werd niet gezegd dat « elke visch uit het water gehaald een geldstuk is ? » Verwaarloozen wij geen enkel middel hoe gering ook om het welzijn en de welvaart van het land in de hand te werken.

De Nationale Commissie tot Nijverheidsvoortbrengst maakt op haar beurt eensluidende bemerkingen :

« Aangezien ontwerpen werden gemaakt voor het aanleggen van groote dammen in de Ardennen en de regeling van sommige waterloopen;

» Aangezien daarbij de verwezenlijking van die ontwerpen de rampen door de overstromingen veroorzaakt zou verzachten, de beoedeling van sommige waterloopen zou verminderen, de watervoorziening van sommige te graven vaarten zou toelaten en ten slotte een zekere hoeveelheid energie aan de nijverheid zou bezorgen;

» Drukt zij den wensch uit dat de Regeering een globale studie zou doen aanvangen in het drieledig technisch, economisch en financieel opzicht eenzijdig van de vergaardammen in de Ardennen te bouwen, en anderzijds van de ontwerpen aangaande de Maas tusschen Luik en Visé. » Uwe Commissie voegt er aan toe « de Maas op heel het gebied van ons land en het kanaal dat de Maas met Antwerpen moet verbinden ». Daarenboven neemt zij de beschouwingen van de Nationale Commissie tot Nijverheidsvoortbrengst over en neemt dezelfde gevolgtrekkingen aan.

HOOFDSTUK III.

DE BEPLANTING VAN WEGEN EN VAARTEN.

Herhaaldelijk werd bij de bespreking van de Begrooting van Openbare Werken in den Senaat door sommige onzer geachte collega's, en bijzonder door dezen die lid zijn van den Hoogerem Raad van

(1) A. GIEBENS. « Les grands travaux d'irrigation en Espagne » Revue des questions scientifiques publiée par la Société scientifique de Bruxelles. Vierde reeks, deel X, 2^e all., n° van 29 October 1923, bl. 402-438.

Waters en Bosschen, den wensch uitgedrukt een nauwe samenwerking te zien ontstaan tusschen de ambtenaren van Bruggen en Wegen belast met de beplantingen langs de wegen en vaarten en deze van Waters en Bosschen gehecht aan het Departement van Landbouw. Waarom zouden zij de vrucht van hun ondervinding niet samenbrengen ?

Zouden de aan te leggen beplantingen niet kunnen bestudeerd worden door een gemengde commissie ? Zou men bovendien bezwaar hebben tegen het eenmaken van het regiem der kweekerijen van den Staat ? Waarom zouden zij niet gemeenschappelijk zijn voor beide dienstakken ? Zou daar niet een zeer merkelijke besparing van tijd, personeel en geld uit voortspruiten ?

Men heeft ons ook nog gezegd dat het ten zeerste wenschelijk ware dat hier en daar langsheen de banen, de kantonniers in het tuintje dat rond hunne woning ligt, enkele exemplaren zouden bezitten van de boomen die gebezigd worden voor de beplanting en de herbeplanting langsheen de verkeerswegen, waarover zij zijn aangesteld. Aldus zouden zij, bijna zonder onkosten en zonder vertraging de verdorde of beschadigde boomen door boomen van dezelfde soort en denzelfden ouderdom kunnen vervangen.

HOOFDSTUK IV.

ONDERHOUD EN UITRUSTING ONZER HAVENS.

Uwe Commissie heeft zich afgevraagd of de aanzienlijke credietvermindering van 1,975,000 frank, voorzien bij artikel 16 der Begrooting van Openbare Werken, kon verwezenlijkt worden zonder ernstig nadeel te berokkenen aan het degelijk onderhoud en de steeds gewenschte verbetering van de uitrusting onzer havens.

Zij heeft hierover enkele ophelderin-

gen gevraagd. Haar werd geantwoord dat « het crediet, voorgesteld door het Departement van Openbare Werken, bij artikel 16 van het ontwerp van gewone begrooting voor het dienstjaar 1927, met het oog op het onderhoud en de verbetering der havens en der kust werd verminderd tot 5,500,000 frank, op aanvraag van den Minister van Financiën ». Het Departement voegt er bij: « Toen er tot deze vermindering werd besloten, kon men hopen dat deze som zou volstaan. Doch ten aanzien der stijging van de prijzen (materiaal en loonen) is het niet meer zeker dat zulks het geval zal zijn. Dit zal bovendien afhangen van de omstandigheden en de gebeurtenissen (tempeesten, uit te baggeren massa, enz.) zoo het noodig werd bevonden, zou er eene vermeerdering van crediet worden aangevraagd. »

Met oprechte voldoening heeft uwe Commissie vastgesteld dat men bij artikel 34 het crediet van 2,500,000 frank heeft gehandhaafd, dat noodig werd geoordeeld om de onkosten te dekken der baggerwerken die onontbeerlijk zijn voor het behouden van den diepgang aan den voet van den havendam en in de reede door den havendam te Zeebrugge beschut (1).

Het is er hier geenszins te doen om het even welk deeltje af te keeren van de cliënten van onze oudere havens, zooals Antwerpen, Gent, Oostende. Het komt er op aan ons, evenals onze burenen, eene uitstekende *aanlegghaven* te verzekeren, die gelukkig gelegen is op den grooten zeeweg, die kaaien bezit welke genaakbaar zijn *bij elken stand van de tij*, en waar men even gemakkelijk als vlug kan aanleggen. De *vrijhaven* zal de opbrengst vertienvoudigen.

Uwe Commissie wenscht dat de Regeering ten spoedigste hare verwezenlijking vergemakkelijkt.

(1) Begrooting, Tweede sectie. Uitzonderlijke uitgaven. Hoofdstuk IV, art. 34.

CHAPITRE V.

ENKELE WERKEN, OP WIER DRINGENDEN
AARD BIJ DE COMMISSIE VOOR OPEN-
BARE WERKEN WERD GEWEZEN.

A. — *De baggerwerken in de Groot-
Nethe.*

Overeenkomstig de wet van 7 Mei 1877 op de politie der niet-bevaarbare en niet-vlotbare waterlopen, geschiedt de ruiming der bijrivieren van de Groot-Nethe jaarlijks. De afvoer der wateren naar deze vroeger bevaarbare nu echter verzande rivier geschiedt vlug en zelfs soms al te vlug. Hieraan is te wijten de veelvuldige overstrooming van verscheidene duizenden hectaren weiden en akkergronden, niet alleen 's Winters maar ook in vollen Zomer. Het wegmaaien van het onkruid geschiedt jaarlijks door toedoen der vereenigde wateringen van de centrale Nethe. Doch de ruiming en de uitdieping zijn dringend geboden niet alleen om de overstroomingen te voorkomen, doch ook om deze rivier opnieuw bevaarbaar te maken.

Vroeger vervoerden schepen over deze rivier meststoffen, stadsvuilnis, bouwmaterialen, enz. Talrijk waren de bewoners der streek die er nut uit haalden. De geachte Minister van Landbouw en Openbare Werken heeft ter Senaatsvergadering van 27 Juli 1926 verklaard dat de noodige werken eerlang zouden worden uitgevoerd door toedoen van den aannemer der onderhoudswerken. Tot nogtoe werd er niets gedaan en verleden Zomer hebben overstroomingen tot driemaal toe zware schade aangericht aan de overbewoners.

Uwe Commissie dringt dus aan opdat deze uitdiepingwerken ten spoedigste en bij voorkeur des Zomers zouden wor-

den uitgevoerd. Het is immers van belang ten spoedigste een einde te stellen aan deze teisteringen die zooveel nadeel berokkenen aan den landbouw.

B. — *Het wederaanleggen der brug te Dendermonde.*

Sedert talrijke jaren reeds vragen het gemeentebestuur, de Kamerleden en senatoren uit de streek dat dit kunstwerk zou worden heropgebouwd.

Er werd gevraagd dat er op de buitengewone begrooting een crediet van 100,000 frank zou worden uitgetrokken. Dit werk mag niet langer worden uitgesteld.

C. — *Herstelling van het Justitiepaleis te Gent.*

Uwe Commissie heeft nagegaan of de openbare besturen de noodige maatregelen troffen om de van de vlammen gespaard gebleven gedeelten van het Justitiepaleis te Gent te bewaren en desnoods te schooren, met het oog op een aanstaanden wederopbouw.

Haar werd geantwoord dat « het Beheer van Bruggen en Wegen al de vereischte maatregelen heeft getroffen om de van de vlammen gespaard gebleven gedeelten van het Paleis te bewaren en te schooren ».

Mevrouw, Mijne Heeren, eenparig stelt uwe Commissie U voor de Begrooting van Openbare Werken goed te keuren.

De Voorzitter,
Bon RUZETTE.

De Verslaggever,
Bon GILLÈS DE PELICHY.